

LE TEXTE PRONONCÉ FAIT FOI

Bienvenue aux délégués et invités. J'espère que vous avez tous passé un été agréable.

Je tiens à reconnaître et à remercier à nouveau les nations Anishinaabe, Huron-Wendat et Haudenosaunee, dont les terres ancestrales nous accueillent aujourd'hui.

J'aimerais aussi profiter de l'occasion pour accueillir notre toute nouvelle unité de négociation. En juin, environ 100 employés du PPSE au *Durham District School Board*, mon district, se sont prononcés avec une écrasante majorité pour adhérer à la famille d'OSSTF/FEESO. Nous sommes très contents que vous soyez avec nous.

Lorsque, il y a un an, nous étions rassemblés ici, nous commençons à peine les préparatifs en vue des élections provinciales qui se sont tenues en juin. Et quand je me suis adressé à cette assemblée l'an dernier, j'ai dit que la scène politique en Ontario à cette époque promettait quelques surprises et qu'OSSTF/FEESO devrait être prêt à tous les résultats électoraux possibles.

Il s'est avéré y avoir un résultat possible qu'à mon avis personne d'entre nous n'aurait pu prévoir.

En vue de ces élections les plus imprévisibles, OSSTF/FEESO a déployé des efforts importants pour faire participer les membres et pour créer un dialogue autour des importants enjeux d'actualité en éducation.

L'an dernier en octobre et cette année encore en février, nous avons réuni à Toronto les dirigeants et les agents d'action politique locaux pour les consulter quant aux enjeux et au contexte politique dans les circonscriptions couvertes par leurs districts.

Nous avons mis au point un programme en matière d'éducation qui exprime de façon claire et concise nos préoccupations sur des questions clés et souligne les mesures spécifiques que nous croyons que le prochain gouvernement doit entreprendre afin de s'attaquer à ces problèmes.

Nous avons organisé des rencontres régionales, aux quatre coins de la province, axées sur la préparation aux élections et sur les stratégies visant à encourager les membres à participer aux campagnes dans leurs circonscriptions.

Votre Exécutif provincial a convenu d'une stratégie électorale pour appuyer tous les députés provinciaux actuels du NPD ainsi que les candidats néo-démocrates des circonscriptions dans lesquelles le parti s'est classé deuxième lors des élections de 2014.

Étant donné nos préoccupations croissantes que suscite un gouvernement conservateur majoritaire potentiel sous la direction de Doug Ford, nous avons d'abord appuyé un nombre très restreint de candidats libéraux. Cela a changé brusquement lorsque la campagne des Libéraux a lancé une offensive dénuée de principe et trompeuse contre les syndicats en Ontario, et a explicitement nommé OSSTF/FEESO, dans une tentative désespérée et cynique d'ébranler le NPD. Nous avons, à ce moment-là, retiré notre appui aux candidats libéraux et exprimé notre soutien à plusieurs autres candidats néo-démocrates. Malgré les enjeux, aucun syndicat qui se respecte n'aurait pu continuer à appuyer ne serait-ce qu'un seul candidat libéral dans ces situations odieuses.

Je ne pense pas qu'il soit possible de mesurer avec précision l'ampleur que notre soutien et l'activisme de nos membres ont eu sur l'issue de l'élection. Nous savons toutefois que, des 40 députés néo-démocrates élus en juin, OSSTF/FEESO avait appuyé 38 d'entre eux. Je crois que notre relation avec le NPD est, à l'heure actuelle, au moins aussi bonne que jamais. C'est important, car nous devons travailler ensemble dans les années à venir pour défendre la politique progressive. Il est aussi approprié à ce stade de reconnaître nos membres qui se sont présentés comme candidats néo-démocrates. Nous vous remercions de votre engagement, de votre militantisme et de votre détermination à poser votre candidature.

Mais nous savons également que Doug Ford et les progressistes-conservateurs ont remporté un gouvernement majoritaire. Et je pense que cela vaut la peine de réfléchir à la manière dont cela s'est produit et à ce qu'il faut en conclure par rapport à l'état du débat politique en Ontario.

Tout à fait à l'opposé du programme électoral global couteux de 98 pages, mis de l'avant par le NPD, ou à celui de 64 pages des Libéraux, les Conservateurs ont mené leur campagne presque entièrement avec des slogans.

Des slogans sur le respect des contribuables. Des slogans pour faire le ménage au gouvernement. Des slogans faisant passer l'intérêt des « personnes » avant celui de « l'élite ».

Ce dernier revêt une importance particulière, car il est devenu, au 21^e siècle en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde, l'une des grandes réalisations des politiques populistes.

Lorsque les populistes parlent de l'élite, il ne s'agit pas des multimillionnaires, des dirigeants d'entreprise ou des riches promoteurs immobiliers.

Lorsqu'ils parlent de l'élite, ils parlent, et ici je dois citer le premier ministre, de ceux qui « pensent être plus intelligents que les autres. »

Cette notion est l'essence même des politiques populistes et il importe de réfléchir à ce que cela représente. Lorsque les populistes témoignent du mépris à l'égard de « l'élite », « des personnes qui se pensent plus intelligentes », ce qu'ils témoignent vraiment c'est du mépris face aux personnes qui valorisent les connaissances.

Ils témoignent du mépris face aux personnes qui ont appris quelque chose sur le monde qui les entoure. Du mépris face aux personnes qui peuvent avoir un regard critique sur les propositions qui leur sont présentées.

Ils témoignent du mépris envers le genre de personne qui peut, par exemple, prendre du temps pour lire et évaluer un programme électoral complet.

Quand ils font référence à « l'élite », ce dont ils parlent en réalité, c'est du genre de personne qui valorise l'éducation.

La poussée et la réussite du populisme vide de sens ne sont possibles que si la connaissance et la capacité de réflexion critique astucieuse sont absentes chez une proportion suffisamment grande de l'électorat.

Voilà pourquoi l'éducation est l'ennemi des politiciens populistes qui comptent sur des slogans simplistes plutôt que sur des politiques claires et c'est pourquoi ces politiciens souhaitent que leurs partisans pensent à l'éducation, à la connaissance et à la pensée critique comme à une quête élitiste.

Ce concept est totalement à l'antithèse des valeurs primordiales de longue date de l'éducation publique dans la province.

En tant qu'éducatrices et éducateurs, nous savons que le rôle de l'éducation publique n'est pas uniquement de préparer les élèves aux défis auxquels ils seront confrontés sur le marché du travail. Nous leur enseignons aussi pour nous assurer qu'ils possèdent une base de connaissances et l'aptitude à la pensée critique nécessaires pour participer à des débats publics constructifs et éclairés. Ceci est indispensable pour le bien-être de notre processus démocratique.

Même si **nous** comprenons et reconnaissons le rôle fondamental de l'éducation publique, nous ne savons pas vraiment encore jusqu'à quel point le premier ministre et ses ministres le

comprennent ou à quelles mesures, le cas échéant, songent-ils. Mais les premières indications ne sont pas favorables.

Déjà, dans plusieurs cas spécifiques, ce nouveau gouvernement a agi de facto sur un programme contre les connaissances. L'annulation du projet pilote concernant un revenu de base porte atteinte à la prise de décisions éclairées par les données probantes et à la bonne gouvernance. En mettant fin abruptement à un programme qu'ils avaient promis de continuer bien avant le retour des données, en jetant les Ontariennes et Ontariens à faible revenu participants dans une incertitude accablante et en jetant simplement à la poubelle les 50 millions de dollars qui ont été dépensés jusqu'à présent, il s'agit d'un cas flagrant d'idéologie hors contrôle. Nous ne savons pas si un revenu de base garanti est le moyen le plus efficace d'octroyer de l'aide sociale. Ce projet pilote visait juste à le découvrir. Mais le rejet pur et simple d'information, parce qu'elle pourrait être à l'encontre des positions idéologiques, est répréhensible. Et la situation a été aggravée encore par la Ministre des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires affirmant, dans une déclaration qu'elle semble maintenant regretter, que les accusations de rompre une promesse électorale sont des « fausses nouvelles ». Ce genre de choses ne devrait pas être toléré en Ontario.

Et nous avons certainement tous pris connaissance du deuxième cas : l'abrogation du programme d'éducation physique et santé de 2015 au bénéfice d'un programme qui remonte à 20 ans et qui n'enseigne rien sur le consentement, sur la diversité sexuelle et de genre et sur la sécurité en ligne. Dès le début, la prémisse de ce retour en arrière est fausse. Il n'est pas question de consultation. Comme la chef de l'Opposition officielle l'a très justement mentionné, c'est simplement une récompense politique aux amis du premier ministre. Une récompense politique qui mettra en danger la santé et le bien-être des élèves tout en cédant à une certaine forme d'intolérance extrême, les conséquences étant le dernier des soucis.

Nous savons que de nos membres se sentent tiraillés entre leur obligation de suivre les instructions de l'employeur et leur impératif d'ordre éthique d'assurer la sécurité des élèves. Vous devriez savoir qu'au Bureau provincial, nous sommes en train de travailler des conseils que nous pourrions donner à nos membres pour enseigner le programme d'éducation physique et santé. Nous le ferons dès le début de la nouvelle année scolaire puisque la situation change énormément et sans arrêt. Nous collaborerons aussi avec qui le voudra bien pour combattre cette initiative régressive, dangereuse et conflictuelle. Bien évidemment, nous défendrons jusqu'au bout tout membre qui, dans l'exercice de bonne foi de son jugement professionnel, franchit les limites du programme d'études de 1998 dans l'intérêt fondamental de ses élèves.

Nous devrions aussi être profondément préoccupés par l'annulation des consultations prévues depuis longtemps concernant l'inclusion de contenu autochtone dans tous les programmes d'études. Les économies sont mineures; les coûts de la bonne mise en œuvre des appels à

l'action de la Commission de vérité et réconciliation sont incalculables; le tort au processus de réconciliation proprement dit est malheureusement inévitable.

Enfin, nous avons déjà constaté la suppression de 100 millions de dollars qui devaient être utilisés à l'amélioration matérielle des écoles. Ces 100 millions de dollars sont disparus lorsque l'Ontario s'est retiré rapidement du Programme de plafonnement et d'échange de la *Western Climate Initiative* et de son plan d'action sur les changements climatiques. Encore une fois, un cas d'idéologie l'emportant sur des politiques publiques judicieuses.

Donc, le moins que l'on puisse dire c'est de très mauvais augure.

Alors, que devons-nous faire dans les circonstances politiques actuelles? Vous m'avez peut-être entendu dire que nous devons adopter une approche politique réfléchiée en Ontario. Vous m'avez peut-être entendu dire que nous devons discuter avec les décideurs de toutes les allégeances politiques et tenter de créer des relations productives, non pas parce que nous les aimons, mais parce qu'ils doivent connaître les intérêts de nos membres. J'ai dit que nous devons tenter de les faire progresser de leur situation actuelle pour s'approcher de notre position. Ce que je n'ai pas dit avant aujourd'hui, c'est que pendant que nous essaierons, je ne sais pas si aucune de ces approches ne fera la moindre différence.

Pendant le règne de Mike Harris, j'ai entendu pour la première fois une expression et les indications préliminaires me portent à croire qu'elle pourrait être tout aussi pertinente maintenant qu'elle l'était à l'époque. Le régime de Mike Harris a été accusé à juste titre d'être un gouvernement qui connaît le prix de tout, mais la valeur de rien. Si c'est tout aussi vrai de ce nouveau gouvernement, la consultation, si on en arrive là, sera illusoire. S'il refuse de voir que l'éducation financée à même les deniers publics est un investissement dans l'avenir de la province et non pas une simple dépense, nous devons défendre nos emplois par d'autres moyens.

Mais commençons par le commencement. L'EP a une fois de plus retenu les services du *Sussex Strategy Group* pour nous donner des orientations stratégiques et particulièrement de l'aide dans le domaine des relations gouvernementales. Vous vous souviendrez qu'il nous a été très utile en prévision et pendant les très importantes grèves qui ont découlé de la ronde de négociation de 2014. Nous comptons utiliser leurs compétences et contacts particuliers pour défendre et promouvoir les intérêts de nos membres chaque fois que l'occasion se présente.

Peut-être que, ce n'est qu'une supposition, avec l'aide du Sussex, nous pourrions convaincre le gouvernement que des aspects de l'éducation financée à même les deniers publics sortent de la sphère idéologique et que nous pourrions les faire progresser ensemble. Bien sûr, aucun politicien, à n'importe quel point du spectre politique, n'est en **faveur** de la violence dans les

écoles ou de la violence contre nos membres. Tout comme aucun décideur ne devrait être contre l'exercice du jugement professionnel dans le but d'améliorer les résultats scolaires. Nul ne pourrait être « pour le peuple » et contre la prestation de tout l'éventail de services que nos membres offrent aux enfants du peuple.

Comme je l'ai indiqué précédemment, nous sommes tout à fait disposés à nouer un dialogue constructif par lequel défendre les intérêts des membres d'OSSTF/FEESO et les intérêts de l'éducation financée à même les deniers publics.

Mais nous serons très stricts et déterminés dans la défense de ces intérêts si le gouvernement prenait une direction qui constitue une menace.

Nous devons rester vigilants quant à nos acquis au sujet de la violence dans nos lieux de travail. Nous n'avons pas réalisé tout ce que nous devons, mais les engagements pris par les ministres de l'Éducation et du Travail lors de notre dernière réunion du Conseil provincial en 2017 n'étaient pas négligeables.

Pour en arriver là, il a fallu des efforts concertés et intenses de notre part, notamment une journée de lobbying pendant laquelle les dirigeants locaux ont discuté avec 93 des 106 députés provinciaux. La plupart d'entre eux ont été vraiment déconcertés par les récits que nous leur avons faits de ce qui se passe dans nos salles de classe et nos lieux de travail.

Mais maintenant, bien sûr, il y a un nouveau gouvernement. Plus de la moitié des députés à l'Assemblée législative, principalement dans les rangs ministériels, sont tout nouveaux. Et nous devons présumer qu'ils n'en connaissent très peu, ou presque rien, sur la question de la violence dans les lieux de travail en éducation.

Nous devons résister à tout coup de tête de la part du gouvernement de revenir en arrière dans ce dossier ou d'abandonner les engagements pris par le précédent gouvernement. Nous devons redoubler d'efforts afin de réaliser le type de progrès que nous voulons réellement voir.

Et nous ne renoncerons pas tant que chacun de nos membres ne pourra pas se rendre au travail chaque jour sans crainte d'être exposé à la violence.

Nous devons aussi demeurer vigilants quant aux progrès que nous avons réalisés en matière de reconnaissance du jugement professionnel et de collaboration professionnelle.

Ces progrès ont tardé à venir. Ils ont été une source de célébration lorsque nous les avons atteints et le sont encore. Mais nous savions depuis le début que des engagements sur papier ne sont qu'un premier pas dans la bonne direction, qu'ils prendront vraiment un sens que

lorsque nous réussirons à changer la culture de nos lieux de travail. Depuis des décennies, les initiatives ministérielles ont miné le rôle de notre jugement professionnel et nous commençons à peine à renverser cette tendance de longue date.

Nous ne devons pas et nous ne pouvons pas permettre qu'un changement de gouvernement réduise à néant ces acquis. Nous devons et nous continuerons à réclamer et à revendiquer notre professionnalisme chaque fois que l'occasion se présentera.

Et qui sait, mais je n'y compte pas trop, c'est peut-être là où nous pouvons trouver un terrain d'entente avec le nouveau gouvernement. Le premier ministre Ford se fait un plaisir de dire qu'il souhaite entendre les travailleurs de première ligne. Eh bien! Quand il s'agit de l'éducation, nous *sommes* la voix des travailleurs de première ligne et si le premier ministre désire nous parler de notre travail en éducation, nous serons très heureux d'en discuter avec lui.

Nous serons heureux d'expliquer que tout système d'éducation de calibre mondiale estime à sa juste valeur ses professionnels.

Nous serons heureux d'expliquer les raisons pour lesquelles les travailleurs de première ligne en éducation devraient *toujours* être consultés et avoir l'occasion de collaborer à la planification d'initiatives. Qu'on devrait leur faire confiance pour prendre des décisions concernant l'approche pédagogique et pour déterminer les méthodes les plus appropriées d'évaluation.

Nous serons heureux de lui montrer que nos connaissances, notre expertise et notre jugement professionnel sont les atouts les plus précieux de cette province pour ce qui est de l'éducation financée à même les deniers publics.

Et nous lui montrerons que pour toutes ces raisons nous méritons d'être traités d'une manière juste et respectueuse lorsque nous entamerons les négociations l'an prochain.

Mais nous pourrions nous rendre compte que le premier ministre, malgré ses déclarations concernant les travailleurs de première ligne, n'est pas vraiment disposé à nous écouter.

En fait, il est difficile de savoir exactement à quoi s'attendre de ce gouvernement.

À plusieurs reprises pendant la campagne électorale, M. Ford a insisté sur le fait qu'il serait en mesure de réduire le budget provincial de six milliards de dollars et que ce nombre n'inclut pas toutes les réductions d'impôt qu'il a promis, sans imposer de perte d'emplois.

Je ne sais pas quel type de calculatrice utilise le premier ministre, mais, à mon avis, il n'est pas exagéré d'affirmer que ses aptitudes mathématiques sont un peu douteuses.

D'un autre côté, si ce gouvernement est à la recherche de véritables « efficiences », nous pourrions certes formuler une ou deux suggestions, en commençant par le milliard de dollars qu'il pourrait économiser chaque année en créant un système scolaire public dans chaque langue officielle. Et une table de négociation centrale limitée à quelques sujets spécifiques n'a pas besoin d'être le mastodonte gonflé et inefficace comme il s'est avéré la dernière fois.

Mais si le gouvernement a sérieusement l'intention de respecter ses promesses électorales de soustraire des milliards de dollars du budget provincial, cela ne présage rien de bon pour l'éducation ou pour toute autre entreprise publique financée par le gouvernement de l'Ontario. Cependant, nous pouvons certainement accepter qu'il ne doit pas y avoir de perte d'emplois et nous nous réjouissons de constater que cette promesse a été accomplie. En réalité, nous serons heureux de lutter pour sa réalisation.

Comme vous le savez, on nous a accusés de lutter contre les gouvernements de tous horizons politiques. C'est vrai et nous ne devrions pas nous excuser. Au cours de ma carrière, quand Bob Rae a déchiré les contrats en vigueur, quand Mike Harris a créé délibérément une crise en éducation, quand Dalton McGuinty a piétiné les droits de nos membres garantis par la Charte, quand Kathleen Wynne a autorisé les conseils scolaires à agir à leur guise aux tables de négociation, nous nous sommes défendus, car c'était justifié. Si le gouvernement Ford souhaite écouter les conseils des professionnels sur le terrain, de la maternelle à l'université, nous travaillerons avec lui. S'il refuse, nous ferons tout ce qu'il faut. Et ne vous y trompez pas, nous le ferons de pair avec l'ensemble du mouvement syndical, par le biais de la Fédération du Travail de l'Ontario, et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour collaborer avec les affiliés en éducation. Nous devons trouver des alliés où qu'ils se trouvent et, grâce aux prochaines élections municipales, nous devrions aussi chercher à nous faire des alliés. Il est essentiel d'élire des conseillers scolaires qui défendront l'éducation financée à même l'éducation publique.

Et avec ceci comme toile de fond, nous devons nous attendre à ce que les prochaines rondes de négociation, tant pour les membres des conseils scolaires et nos membres du secteur universitaires, puissent s'avérer des plus difficiles.

Dans les mois à venir, nous irons de l'avant avec nos préparatifs en vue des négociations centrales et locales dans le secteur des conseils scolaires.

Nous entamerons les processus de préparation à la négociation, notamment un sondage sur la division centrale/locale, les sondages sur les priorités, la préparation et l'approbation de la requête et nous nous réjouissons à l'avance des contributions à ce travail du nouveau Comité des services de protection.

Nous ne pouvons pas présumer de ce à quoi on peut s'attendre à la table de négociation ou des autres mesures que le gouvernement pourrait avoir en tête et qui aura une incidence sur la négociation.

Nous devons être disposés à modifier notre approche et à changer nos stratégies en réponse à tout ce que le gouvernement nous réserve. Mais même s'il peut être nécessaire de changer nos stratégies, l'objectif demeurera cohérent à savoir d'obtenir le meilleur résultat possible pour nos membres et pour l'éducation publique en Ontario.

Bien sûr, pour nos membres du secteur universitaire dans le District 35, la négociation n'est pas liée à un processus provincial ou à un échancier commun et trois de nos unités de négociation du D35 se sont engagées dans les négociations durant l'été.

Félicitations à nos membres de l'Université de Guelph qui ont conclu une entente de principe le 25 juillet. Les membres ont ratifié l'entente et nous nous attendons à ce que le conseil d'administration de l'université fasse de même cette semaine.

Nos membres de l'Université Brock sont aussi en négociation depuis le printemps. L'équipe de négociation entamera la phase de conciliation au début de septembre, muni d'un fort mandat de grève des membres de 92,6 pour cent. Nous appuierons l'équipe locale par le biais du processus de la responsabilité provinciale pour les négociations et nous savons que toute la Fédération est derrière eux.

Et nos nouveaux membres du District 35 à l'Université Saint-Paul d'Ottawa négocient présentement leur première convention collective.

Comme dans tous les autres secteurs, nous reconnaissons que, au-delà de ce nous pourrions réaliser à la table de négociation, la vie professionnelle de nos membres du secteur universitaire est aussi touchée par la politique gouvernementale.

Pendant des années, nous avons exercé des pressions auprès du gouvernement précédent afin qu'il s'attaque au financement des universités en Ontario. Et nous avons tenté de faire comprendre à ce gouvernement qu'il existe un manque flagrant de contrôle rigoureux de la façon dont les universités dépensent les fonds qu'elles reçoivent.

En fait, chaque année à la RAAP, nous déployons des efforts considérables pour organiser une rencontre en personne avec nos délégués du District 35 et le ministre responsable des universités.

Nos délégués ont rencontré chacun des six derniers ministres détenant le portefeuille postsecondaire et ils ont mentionné à chacun de ces ministres que l'Ontario continue de se classer, de manière embarrassante, bon dernier parmi les provinces canadiennes au niveau du financement par étudiant pour les universités.

Nous avons mentionné à ces ministres que le financement des universités devait non seulement être augmenté à un niveau réaliste et stabilisé pour que les programmes puissent être maintenus d'année en année, mais que le financement devait viser des programmes et services spécifiques. Il doit être ciblé de façon que les universités soient incapables de couper les vivres aux services essentiels pour les étudiants en détournant les fonds disponibles vers d'autres priorités et projets fétiches.

Chacun de ces ministres a écouté poliment, mais en fin de compte, le seul financement supplémentaire important fourni au secteur universitaire est venu sous forme de subventions pour les frais de scolarité des étudiants.

Maintenant, je suis certain, qu'étant donné que les taux de scolarité en Ontario sont les plus élevés au Canada, que les étudiants ont grandement apprécié ces subventions.

Mais permettez-moi d'établir une comparaison. Nous n'appuyons pas et n'appuierons jamais le détournement du financement de nos écoles publiques vers des programmes à coupons. Comme nous l'avons vu dans plusieurs juridictions américaines, ce genre d'initiatives ne sert qu'à déstabiliser, à diminuer et en fin de compte à anéantir l'éducation publique.

C'est principalement ce que fait notre gouvernement quand il choisit les subventions des frais de scolarité plutôt qu'un financement adéquat et stable pour les universités.

Les étudiants ne devraient pas avoir besoin de subventions des frais de scolarité, puisque des universités avec un financement approprié ne dépendraient pas si fortement sur les frais d'inscription des étudiants.

Les universités avec un financement approprié n'estimeraient pas nécessaire d'abolir des programmes et services et de mettre à pied nos membres chaque fois qu'il y a une variation mineure des inscriptions. Tant qu'un financement suffisant, stable et transparent pour les universités n'aura pas été atteint, notre travail se poursuivra donc dans ce domaine.

Avant de conclure, j'aimerais tous vous remercier d'être présents pendant les deux prochaines journées et demie.

Un des importants aspects du Leadership est évidemment la possibilité de renouer avec les collègues et amis de toute la province et de socialiser.

Pour la plupart d'entre vous, c'est aussi la confiscation de moment précieux de la pause estivale contre des heures consacrées dans des pièces dépourvues de fenêtres qui sont forcément trop chaudes, trop froides, trop petites, trop grandes, tout ça dans le but de devenir de meilleurs dirigeants dans vos unités de négociation et districts.

Au premier abord ce n'est pas particulièrement enthousiasmant, mais il me serait honnêtement difficile de trop insister sur l'impact important que votre désir de devenir de meilleurs dirigeants a sur la santé de la Fédération.

Un leadership local fort est la base même de notre syndicat. Et en continuant à renforcer la capacité des excellents dirigeants à l'échelon local, nous nous assurons de continuer à être efficaces dans les années à venir, car un leadership local fort aujourd'hui garantit aussi notre *future* capacité de leadership provincial solide et le type d'expertise et de compétences requises afin de permettre une représentation compétente à l'échelon provincial.

Bien entendu, le meilleur moyen d'acquérir les compétences dont vous avez besoin pour être des dirigeants locaux solides est par l'expérience, l'expérience à la table de négociation locale, l'expérience dans la représentation et la défense des membres, l'expérience directe face aux situations difficiles.

Et je suppose que les prochaines années ne manqueront pas de situations difficiles. En fait, c'est vraisemblablement le point essentiel que je vous demande de retenir à la fin de la présente conférence. Nous devons tous faire notre possible, grâce à la sensibilisation, à l'influence et à une présentation convaincante de nos objectifs pour le système d'éducation ontarien, afin de trouver une issue pacifique. Mais si nous nous faisons rabrouer, si nous sommes attaqués, si le système d'éducation financé à même les deniers publics qui est la pierre angulaire d'une démocratie solide et inclusive dans cette province est attaqué, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour nous défendre et le défendre. Nous le ferons sans slogans vides de sens, avec intelligence, volonté inébranlable et acharnement. Autrement dit, il est fort possible qu'il n'y ait plus rien à offrir dans un proche avenir que notre propre version du sang, de labeur, de larmes et de sueurs. Cela a été le cas auparavant et le sera sans doute encore. Nous ne serons pas la génération de dirigeants qui refusera de résister quand les temps sont durs. Tout comme moi, la plupart d'entre vous n'auront pas entrepris une carrière en éducation dans le but de devenir syndicalistes. Mais une fois là, nous avons hérité de l'obligation d'être les gardiens de l'éducation financée à même les deniers publics, car nul ne la connaît mieux et nul n'est mieux placé pour la défendre. Si on nous le demande, nous réagirons.

La présente conférence constitue donc un complément important à l'expérience directe que vous continuerez d'acquérir : l'occasion d'assimiler des renseignements pratiques, d'examiner des tactiques et des stratégies et d'élargir le champ de votre expertise.

Je vous remercie d'avoir pris le temps d'être ici cette semaine afin d'accomplir cet important travail. Je vous souhaite un leadership 2018 productif et agréable.